

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Atelier de consultation des femmes du Gabon : L'Union oublié du conclave

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

L'ÉPOUSE du président de la Transition, Zita Oligui Nguema, a entretenu les femmes du Gabon à la faveur d'un atelier de consultation. Du 8 au 10 novembre, la gent féminine rangée en catégorie a profité de cette rencontre pour exprimer ses besoins afin de marquer d'une façon particulière cette ère de transition. Tous les domaines ont été pris en compte. Celui de la presse aura été représenté à cette messe inédite à l'issue de laquelle chaque catégorie a fait son plaidoyer. S'agissant de la presse, la quasi-

totalité des médias y étaient représentés. Gabon première, Gabon 24, Gabon media time, Gabon actu, Échos du Nord, Gabon matin, etc. ont répondu à l'appel de Mme Oligui Nguema. Seul bémol, le premier quotidien national, L'Union n'a pas été convié à ces assises nationales. La voix des femmes de ce média ne compte-t-elle pas ? Les préoccupations du personnel féminin de cette rédaction ne sont-elles pas aussi importantes ? Pour rappel, les femmes de L'Union, premier quotidien gabonais d'informations ont régulièrement accompagné l'action du président de la Transition et de son épouse



Photo: DR

depuis le début de cette nouvelle ère. Malheureusement, les circonstances ont fait qu'elles ne soient pas aux cotés des autres participantes. Que dire de l'Union des femmes de la presse gabonaise

(UFEPG), dont l'ambition est de promouvoir les compétences féminines dans les médias locaux, qui a également été mise à l'écart lors de cette rencontre ? Précisons que cette organisation avait déjà

commencé l'élaboration d'un plaidoyer qui aurait été entendu lors de cette rencontre. Une chose est certaine, ces femmes de médias entendent elles aussi apporter leurs idées à la réflexion ouverte.

42e conférence de l'Unesco : l'éducation gabonaise à l'heure des changements expliquée



Photo: AN

La ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq prend part aux travaux de l'Unesco à Paris.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LA ministre de l'Éducation nationale, chargée de la Formation civique et de la Formation professionnelle, Camélia Ntoutoume-Leclercq prend part, du 7 au 22 novembre 2023 à Paris, en France, aux assises de la 42e conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour la science et la culture (Unesco). Devant ses pairs membres de l'organisation internationale, le membre du gouvernement de la Transition a lors de son allocution, dressé un panorama de l'éducation nationale du pays au cours du dialogue de haut niveau sur l'éducation pour la paix. Dans son intervention qui entre dans le débat de politique générale, Camélia Ntoutoume-Leclercq a rappelé

les efforts consentis par les nouvelles autorités du pays pour améliorer les conditions de vie des populations gabonaises depuis le 30 août dernier. Dans cette optique, elle a précisé que "le Gabon continuera de respecter ses engagements et ses obligations internationaux. L'avenir du système éducatif gabonais est en train d'être repensé pour lui donner un ancrage plus profond sur l'homme et un attachement indéfectible aux valeurs patriotiques, tout en tenant compte des standards internationaux pour une école inclusive, une gouvernance responsable, un système d'information et de gestion, garant des données fiables. Avec la réduction du déficit en enseignants, l'amélioration des conditions de vie, les réformes pédagogiques novatrices, la promotion de l'enseignement technique et professionnelle."

Libreville : les auxiliaires de commandement et les agents municipaux appelés à la responsabilité

CNB
Libreville/Gabon

DANS la suite de la série des visites qu'il a entamée au sein des entités administratives sous tutelle, le ministre délégué à la Présidence, chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, Herman Immongault, était jeudi à l'Hôtel de Ville de Libreville.

Accompagné du gouverneur de l'Estuaire, Marie-Françoise Dikoumba, le membre du gouvernement de la Transition a visité l'ensemble des services de l'administration municipale. Histoire de s'imprégner des conditions de travail des agents. Ce, avant d'entretenir le personnel de la mairie et les chefs de quartier de Libreville sur la responsabilité qui est la leur dans le processus de gestion de l'administration et de la refondation de l'État à l'échelle des collectivités locales. Tout autant que les auxiliaires municipaux, a rappelé le ministre Immongault, "il faut considérer que le fait d'être en poste à la mairie de Libreville



Photo: CNB

Instantané de la visite du ministre délégué à l'Intérieur dans l'un des services de la mairie de Libreville.

est une grande responsabilité que vous assumez, parce que vous êtes partie prenante du ministère de l'Intérieur qui, non seulement a une projection sur l'ensemble du territoire, mais qui a en charge l'administration du territoire". Et de préciser que "le ministère de l'Intérieur déploie une tonne d'actions aussi importantes les unes que les autres. C'est une responsabilité de tous les instants. Car nous avons en charge la vie des femmes, des hommes et des enfants qui composent la population gabonaise." Pour sa part, le délégué

spécial en charge de la gestion de la commune de Libreville, le général Judes Ibrahim Rapontchombo, a profité de cette visite pour présenter au ministre délégué en charge de l'Intérieur la situation administrative et financière de la mairie de Libreville. Dans le lot, il y a la vétusté de l'édifice qui abrite l'Hôtel de Ville de Libreville. Selon le délégué spécial, ce bâtiment "est vieux de près de 45 ans. Il a été inauguré le 18 novembre 1978, par feu le président El Hadj Omar Bongo Ondimba, pour contenir 500 agents, aujourd'hui, il en compte plus de 3 500."